de la madrague et à deux milles (2000) mètres au large du corps de la madrague.

b) Les autres modes de pêche, dans les zones de protection dont les limites s'étendent à quatre milles en amont (Ouest) et à un mille en aval (Est) du corps de la madrague et à mille (1000) mètres au large du corps de la madrague.

Art. 2. — Le balisage des filets des madragues et des zones de protection sera mis en place par l'Office National des Pêches dans les conditions fixées par les articles 30, 31, 32 de l'arrêté sus-visé du 12 novembre 1951.

Tunis, le 6 février 1988.

*Le ministre de la production agricole
et de l'agro-alimentaire*
MOHAMED GHEDIRA

VU
Le Premier ministre
HEDI BACCOUCHE

ABATTAGE

Arrêté du ministre de la production agricole et de l'agro-alimentaire du 13 février 1988 relatif à l'abattage des animaux des espèces bovine et ovine.

Le ministre de la production agricole et de l'agro-alimentaire;

Vu la loi n° 66-64 du 26 juillet 1966 réglementant l'abattage des animaux de boucherie, la circulation et la commercialisation de leurs viandes et abats, telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 71-18 du 13 avril 1971; et la loi n° 87-75 du 26 novembre 1987;

Vu l'arrêté du 23 août 1984 réglementant l'abattage des animaux des espèces bovine et ovine;

Arrête :

Art. unique. — Par dérogation aux dispositions de l'arrêté sus-visé du 23 août 1984 et pendant la période allant du 8 février 1988 inclus au 26 juin 1988 peuvent être abattues les femelles ovines âgées entre 3 et 8 mois ayant au minimum 20 kgs de poids vif pour les races locales et 14 kgs de poids vif pour les races laitières.

Tunis, le 13 février 1988.

*Le ministre de la production agricole
et de l'agro-alimentaire*
MOHAMED GHEDIRA

VU
le Premier ministre
HEDI BACCOUCHE

PRIX

Arrêté du ministre de l'économie nationale et de la production agricole et de l'agro-alimentaire du 17 février 1988 fixant le prix d'intervention du fonds de stabilisation des prix des légumes et des fruits, au titre de la pomme de terre.

Les ministres de l'économie nationale et de la production agricole et de l'agro-alimentaire;

Vu la loi n° 82-91 du 31 décembre 1982 portant loi des finances pour la gestion 1983, notamment son article 149;

Vu l'arrêté du 5 juillet 1983 fixant la liste des légumes et fruits pouvant bénéficier des interventions du fonds de stabilisation des prix des légumes et des fruits;

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Le prix d'intervention du fonds de stabilisation des prix des légumes et des fruits au titre de la pomme de terre pour la campagne 1987/1988, est fixé à 160 millimes par kilogramme en proportion naturelle de calibre.

Art. 2. — Le groupement interprofessionnel des légumes (GIL) est chargé de la réalisation de la mission d'intervention visée à l'article premier ci-dessus.

Tunis, le 17 février 1988.

Le ministre de l'économie nationale
SLAHEDDINE BEN M'BAREK
*Le ministre de la production agricole
et de l'agro-alimentaire*
MOHAMED GHEDIRA

VU
Le Premier ministre
HEDI BACCOUCHE

NOMINATIONS

Par arrêté des ministres des finances et de la production agricole et de l'agro-alimentaire du 17 février 1988 :

Monsieur Mohamed Besbes est nommé mandataire spécial représentant l'Etat aux assemblées générales du complexe sucrier de Tunisie.

RECTIFICATIFS

Au JORT n° 91 des 29 et 31 décembre 1987 :

1) Rétablir la nomination suivante comme suit :

Par décret n° 87-1421 du 23 décembre 1987 :

Monsieur Khaled Hichri, médecin vétérinaire, est nommé chargé de mission au cabinet du ministre de la production agricole et de l'agro-alimentaire à compter du 2 janvier 1987.

2) Rétablir la nomination suivante comme suit :

Par décret n° 87-1424 du 23 décembre 1987 :

Monsieur Ahmed Rafik Ben Brahim, ingénieur en chef, est chargé des fonctions de directeur du développement des industries alimentaires à la direction générale des industries alimentaires au ministère de la production agricole et de l'agro-alimentaire à compter du 1^{er} juin 1987.

Au JORT n° 9 du 2 février 1988 :

Rétablir la nomination suivante comme suit :

Par décret n° 88-113 du 26 janvier 1988 :

Monsieur Neji Jegham est chargé des fonctions de président directeur général de l'office national de la vigne à compter du 24 novembre 1987.

MINISTRE DES AFFAIRES CULTURELLES

NOMINATIONS

Par décret n° 88-227 du 18 février 1988 :

Monsieur Ezzeddine Bach Chaouech professeur de recherches est chargé des fonctions de président de la fondation nationale pour la traduction et l'établissement des textes et les études au ministère des affaires culturelles.

CESSATION DE FONCTIONS

Par décret n° 88-288 du 18 février 1988 :

Il est mis fin aux fonctions de Monsieur Ezzeddine Bach Chaouech professeur de recherches en sa qualité de directeur général de la bibliothèque nationale au ministère des affaires culturelles.